



Un 2 décembre réussi,

vers une grande journée de mobilisation des retraité.es au 1^{er} trimestre 2026

Retraité.es, salarié.es, privé.es d'emploi, jeunes étaient dans la rue le 2 décembre pour exiger une véritable justice sociale. Après le rejet massif du volet recettes du PLFSS 2026 par l'Assemblée nationale, le Sénat apporte des modifications aux projets de loi, une commission mixte paritaire réunissant des député.es et des sénateur.trices n'a pas pu trouver de terrain d'entente. Entre le 2 et le 9 décembre, l'Assemblée nationale examinera donc, en seconde lecture, le projet budgétaire de la Sécurité sociale initial avec tous les mauvais coups portés sur les retraité.es plus particulièrement.

Les manifestant.es de ce 2 décembre doivent être entendu.es !

L'UCR CGT a adressé une demande d'audience au 1^{er} ministre S. Lecornu pour demander :

- La revalorisation immédiate de toutes les retraites de base et complémentaires de 10 % ;
- L'augmentation du minimum contributif (MICO) et du minimum garanti (MIGA) de 300€ immédiatement comme 1^{ère} mesure de revalorisation des petites retraites ;
- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires ;



- Le maintien de l'abattement fiscal de 10 % ;
- Le droit à la santé et l'accès aux soins pour toutes et tous ;
- Un financement de la Sécurité sociale basé uniquement sur les cotisations sociales ;
- Le retour de la retraite à 60 ans et des départs anticipés pour les métiers pénibles

Des grèves et manifestations contre la politique du capital aussi: aux Etats-Unis, les salariés des Starbucks sont en grève depuis le 13 novembre pour de meilleures conditions de travail ; en Belgique, de fortes mobilisations contre la retraite à 66 ans, la mise en place des bonus-malus, la fragilisation des services publics à l'appel de la CGSP, ...

La réussite du 2 décembre et du 6 novembre va servir de point d'appui pour poursuivre notre processus revendicatif engagé depuis des mois, pour construire une initiative nationale de grande ampleur des retraité-es, dans le courant du premier trimestre 2026.

Vie syndicale :

Les remises de FNI vont se tenir ; moments privilégiés de convivialité. Elles doivent permettre de débattre entre syndiqués sur les actualités et sur les perspectives de mobilisations. Vérifier vos bulletins de pensions : sur certaines pensions, il y a eu des erreurs sur les prélèvements d'impôts à la source courant octobre avec une régularisation prévue en novembre.

Inacceptable : Sophie Binet mise en examen suite à une plainte pour injures publiques. La CGT alerte sur une tendance inquiétante de procédure judiciaire contre la CGT. Sur le terrain, des centaines de militants et militantes font face à une répression de plus en plus décomplexée sur leurs lieux de travail et dans leurs pratiques syndicales.

Élections Conseil d'Administration : Le CA est l'instance où se décident les grandes orientations stratégiques de l'entreprise, investissements, organisation du travail, politique de

l'emploi, rémunérations, fermetures de bureaux, choix technologiques, filialisation, conditions de travail... Un vote marqué par l'abstention : seulement 43,61% de participation au groupe La poste et 26,80% au groupe Orange

• **La Poste** : La CGT confirme ses 2 sièges au C.A ; avec près de 12000 voix, la CGT est la première organisation chez les Employés. **Alexandra Meynard** et **Abdelkrim Helala** sont élus.

• **Orange** : La CGT FAPT confirme son siège au C.A d'Orange avec 32,42% des voix sur le collège employé/maitrise.:

Pierre Chaussonaux est élu.

Grève illimitée à la Poste de Guyane

Non aux suppressions de tournées, comblement des postes vacants ... Un appel est lancé en solidarité avec les grévistes de Cayenne PDC. Chèques en précisant solidarité Guyane Fédération CGT FAPT Solidarité: compte 4211713P033 à

adresser Fédération CGT FAPT Trésorerie solidarité Guyane Case 545 93515 Montreuil cedex.

29 novembre : manifestation nationale pour la Palestine à Paris

Des dizaines de milliers de manifestants à l'appel de France Palestine Solidarité et de 70 autres organisations dont la CGT, pour que le cessez-le-feu se transforme en une paix juste et durable : auto-détermination du peuple palestinien qui doit être l'acteur de son propre destin, droit au retour des réfugiés palestiniens, fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid, sanctions contre Israël, cessez-le-feu définitif et fin du génocide

COP30 à Belém (Amazonie)

réaffirme la volonté de lutte contre le changement climatique, elle ne donne pas de feuille de route pour la sortie des énergies fossiles (1 600 lobbyistes des industries fossiles présents), des compromis à minima pour préserver le climat et les populations.

L'Assemblée nationale vote la nationalisation d'Arcelor Mittal pour sauver la sidérurgie française

C'est un signal politique majeur en matière de politique industrielle, de reconquête des emplois et de notre souveraineté industrielle. Le RN confirme sa duplicité : il ne défend ni les travailleurs ni l'industrie française mais les multinationales et les milliardaires Mittal. La CGT agit pour que la nationalisation soit menée à son terme.

Choose France : une vitrine ne remplacera pas la politique industrielle dont nous avons besoin ! La CGT exige des assises nationales de l'industrie, avec syndicats, élus et forces vives, un contrôle des aides publiques, avec obligations de maintien d'emploi et d'investissements, une politique énergétique et industrielle souveraine, une commande publique au service des besoins des populations et du développement industriel.

CESE : Rapport sur l'état de la France en 2025 – Égalité des chances : mythe ou réalité

Il indique qu'il faut six générations pour accéder à la classe moyenne, contre deux dans les pays nordiques. Le CESE recommande cinq actions pour réduire les inégalités : renforcer les services publics, soutenir une réindustrialisation écologique et solidaire, mieux répartir les richesses, réduire les inégalités patrimoniales et salariales, et promouvoir une démocratie réelle. L'égalité doit être un objectif concret, visible dans l'accès à l'emploi, au logement, à l'éducation et à la dignité.

Morts au travail : le scandale s'amplifie

764 morts sur les lieux de travail en 2024, 5 de plus qu'en 2023, 318 morts pour accidents de trajets et 215 morts des suites de maladies professionnelles. Soit un total de 1297 décès. Et encore, ces chiffres sont sous-évalués. L'aggravation explose chez les jeunes et les femmes. La CGT exige des mesures urgentes et concrètes en prévention, moyens donnés à l'inspection du travail, responsabilisation des donneurs d'ordre.

Des violences policières inacceptables lors de la manifestation de Sainte-Soline en 2023. Des vidéos accablantes pour les forces de l'ordre ! Cette dérive autoritaire s'inscrit dans la

criminalisation des mouvements sociaux, syndicaux et environnementaux. RIEN contre les auteurs des violences policières. Les militants traités comme des délinquants et condamnés ! La CGT exige leur relaxe et appelle à se mobiliser pour défendre les libertés fondamentales et que justice soit rendue à ceux qui se battent pour l'intérêt général.

Droits conjugaux et familiaux:

Le rapport du COR prévoit de saboter les retraites (notamment des femmes) :

Diminuer les droits familiaux pour transférer leur financement vers des politiques familiales pendant la carrière plutôt qu'à la retraite, diminuer voire supprimer à terme les pensions de reversions car les droits des femmes vont s'améliorant: sans impulsion majeure pour l'égalité des salaires, la pension des femmes stagne au plafond de 80 % de celles des hommes dans toutes les projections.

Personnes et salarié.es en situation de handicap : appliquer les acquis et gagner de nouveaux droits c'est une question de dignité !

La CGT a tenu le 19 novembre à Montreuil une journée sur le handicap avec plus de 150 participants. Vingt ans après la loi de 2005 et malgré des avancées notées, il reste de nombreux défis. Les MDPH sont saturées, les démarches administratives complexes et le handicap psychique demeure peu reconnu. Les projets de lois de finances 2026 annoncés par le gouvernement risquent d'accentuer la précarité des personnes handicapées, en raison de réductions budgétaires fragilisant l'accompagnement et les services spécialisés.

Tout est fait pour rendre la vie impossible aux étrangers,

les soumettant quotidiennement à une violence sociale, administrative et institutionnelle. Les régularisations sont inaccessibles avec une politique discriminatoire, xénophobe qui fait le jeu de l'extrême droite, alimente le racisme et la surexploitation des travailleurs migrants, avec ou sans papiers. Les médias, notamment Bolloré, déversent haine et affirmations mensongères. Nous voulons une France de liberté, d'égalité, accueillante, inclusive, solidaire ! La diversité est une richesse. Mobilisons-nous lors de la Journée internationale des migrant.es

du 18 décembre pour une société, humaniste, solidaire et égalitaire.

Droite et Extrême-Droite s'allient au Parlement Européen

Ce « pacte des droites » a permis au Parlement d'adopter un texte qui soutient la recherche du profit contre le respect des droits humains, sociaux, des droits de l'environnement et du climat. La CGT appelle la France à agir au sein du Conseil de l'Union européenne afin qu'il joue son rôle de garant de l'état de droit européen et s'oppose à ce recul social et environnemental.

Honorer Mehdi, agir contre le narcobanditisme

La CGT exprime son indignation et sa tristesse après le meurtre de Mehdi Kessaci, jeune Marseillais dont la vie a été arrachée par le narcobanditisme, et exprime son soutien à la famille de Mehdi. La CGT reste mobilisée, aux côtés des travailleurs, des habitantes et des habitants, pour exiger des moyens publics: éducation, prévention, justice, santé, travail social et politiques d'emploi.

Dans ce n°, le dossier montre que les politiques d'austérité déclenchent une vraie guerre sociale où la population n'a plus de réponses à ses besoins fondamentaux, où les services publics sont asphyxiés, où les ultrariches s'enrichissent sans contrôle ni contrepartie. **C. Ramaux** décrypte la dette et témoigne qu'on peut faire autrement...

1 an 6 numéros : 16 €

Téléperformance = Velsia : centre d'appel coté en bourse

Les salariés du centre du Mans, en grève le 1/12/25 : leur site est en danger : aucune pérennité assurée, aucune garantie d'avoir des clients à gérer. De plus, un accord d'aménagement du temps de travail pour le groupe a été présenté, la CGT ne l'a pas signé. Cet accord est un modèle de gestion fondé sur l'épuisement, le contrôle, la pression constante et l'appauvrissement des travailleurs, le non-respect des salariés atteignant leur intégrité.

